

PASCAL RAGGI

Un demi-siècle de désindustrialisation en Lorraine du fer (1963-2013)

Pascal Raggi est maître de conférences H.D.R. à l'Université de Lorraine, chercheur au Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire et chercheur associé au CRÉSAT. Ses recherches concernent l'histoire industrielle, minière et sociale au xx^e siècle. Il a récemment codirigé avec François Audigier *Les syndicats face à la violence militante des années 1980 à nos jours* (Riveneuve, 2018) et publié *La désindustrialisation de la Lorraine du fer* (Classiques Garnier, 2019).

CETTE CONTRIBUTION porte, d'une part, sur une région française emblématique du développement industriel de la fin du xix^e siècle et des trois premiers quarts du suivant – la Lorraine – et, d'autre part, sur deux secteurs de production non moins emblématiques du processus d'industrialisation : l'extraction du minerai de fer ainsi que la sidérurgie. Elle aborde la période 1963-2013, des grandes grèves de mineurs jusqu'aux problèmes récents du groupe sidérurgique Arcelor-Mittal à Florange-Hayange.

THIS CONTRIBUTION will focus on the one hand, on Lorraine, an emblematic region of the french industrial development from the end of the 19th century to the 1970's, and, on the other hand, on two industrial sectors equally emblematic of the process of industrialisation: iron ore mining as well as iron and steel. It covers the period 1963-2013, from the major miners strikes to the recent problems of the Arcelor Mittal group.

Réaliser l'histoire de la désindustrialisation de la Lorraine du fer, c'est étudier un monde perdu. Néanmoins, mes propos ne sont ni une commémoration, ni une ode « sociale triste »¹ – pour reprendre l'expression de Gérard Noiriel – à la Lorraine du fer disparue. D'une part, et pour utiliser un terme psychanalytique popularisé par Boris Cyrulnik, la résilience m'empêche de le faire². D'autre part, la désindustrialisation est une conséquence logique de changements macroéconomiques et technologiques majeurs. Il n'est donc pas nécessaire de pleurer sur l'ancienne Lorraine du fer sur l'air bien connu du « c'était mieux avant », d'autant que la formidable amélioration des outils ainsi que des machines minières et sidérurgiques a permis aux travailleurs des mines et des usines d'œuvrer dans de bien meilleures conditions que leurs prédécesseurs. Un mineur de fer qui sort 200 tonnes par poste à l'abattage ou un sidérurgiste qui contribue à réaliser une tonne d'acier en 3 heures ne sont pas – à proprement parler – des damnés de la terre³. Évidemment, et *a contrario*, il ne faut pas non plus tomber dans une admiration techniciste béate des progrès des industries de l'extraction et de la transformation du minerai de fer. Ceux-ci se sont parfois fait attendre, comme la protection efficace contre les accidents et les maladies professionnelles dont ont pu être victimes les « Hommes du fer ». Il faut avoir conscience de ces deux écueils, la déploration d'un côté et la fascination de l'autre, en étudiant ce demi-siècle de fin de vie de leur univers professionnel et social de 1963, année de la grande

1. Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1986, p. 222.

2. Boris Cyrulnik, *Un merveilleux malheur*, Paris, Odile Jacob, 1999.

3. Pascal Raggi, *La désindustrialisation de la Lorraine du fer*, Paris, Classiques Garnier, p. 97-185.

grève des mineurs français⁴ à 2013, date de l'«Affaire de Florange» dont l'épilogue est la fermeture de deux hauts-fourneaux.

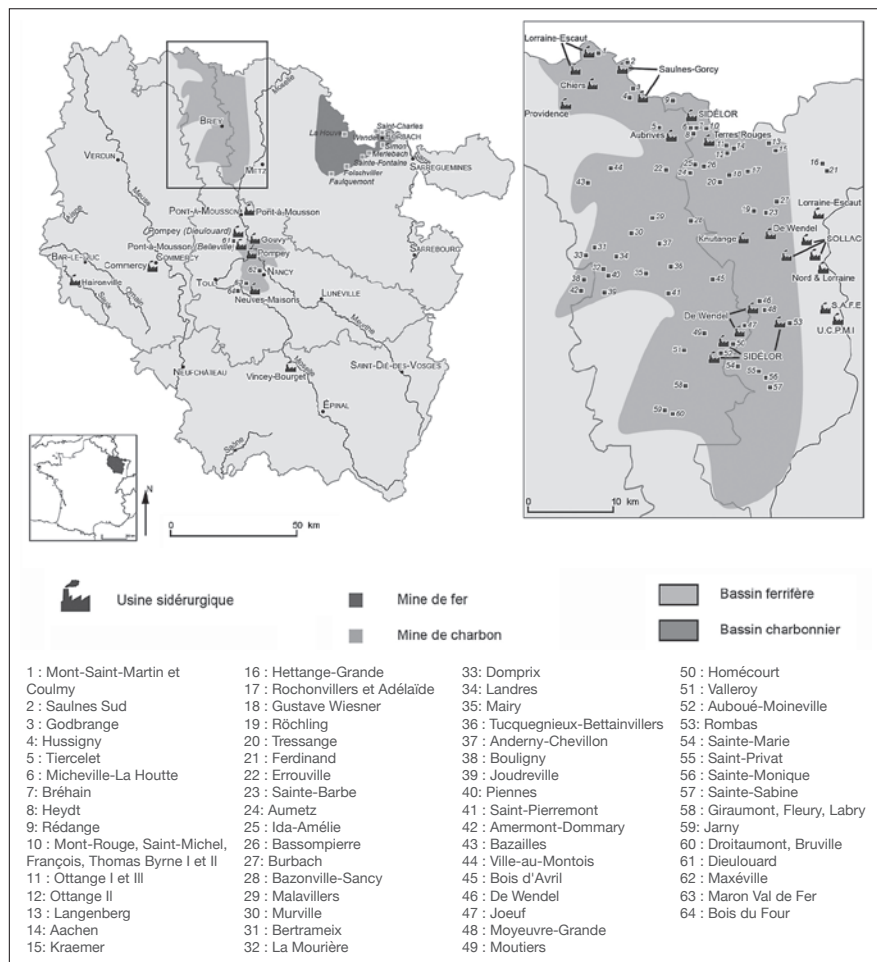


Fig. 1. La Lorraine du fer en 1963 : un espace productif dans une région fortement structurée par les industries minières et sidérurgiques

4. En 1963, la grève des mineurs de fond français est un mouvement social de grande ampleur : plus de 200 000 mineurs sont en grève sur le territoire national. Elle commence en février, par un échec de négociations salariales entre les Charbonnages de France et les syndicats. L'ordre de réquisition décidé par le général De Gaulle, alors président de la République, provoque la cessation d'activité des mineurs le 4 mars. Les mineurs obtiennent finalement une augmentation échelonnée de leurs salaires et reprennent le travail le 8 avril. À la fin de l'année 1963, du 14 octobre au 31 décembre, les mineurs de fer grévistes de la mine de Sancy à Trieux occupent le fond pour s'opposer à 258 licenciements. Même s'ils n'arrivent pas à obtenir le maintien de l'activité sur ce site, ils négocient des reclassements qui préfigurent la gestion sociale à venir de la désindustrialisation.

La Lorraine du fer couvre une zone géographique dont le cœur est un bassin ferrifère de 100 000 hectares s'étendant du Nord au Sud de la Lorraine, le long de la vallée de la Moselle sur environ 80 kilomètres et dont la largeur maximale est de 30 kilomètres. Grâce au procédé de déphosphoration Thomas-Gilchrist, breveté en 1877 et tombé dans le domaine public en 1894, l'utilisation à grande échelle du minerai phosphoreux et à faible teneur de ce bassin – la minette – permet le développement de l'industrialisation de part et d'autre de la frontière franco-allemande. Après la réintégration des « provinces perdues » à la France, la Lorraine du fer s'étend sur les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse (un peu) et de la Moselle où des mines à puits et à flanc de coteaux permettent l'extraction du minerai, tandis que des usines sidérurgiques le transforment dans les vallées de la Chiers, de la Fensch, de la Moselle et de l'Orne.

Au début des années 1960, cet espace emblématique d'une forme de développement industriel est puissant par ses productions et par le nombre de gens qui travaillent dans les mines et les usines : plus de 20 000 personnes dans les mines de fer et environ 100 000 dans les installations sidérurgiques⁵. Cinquante ans plus tard, il n'est plus que l'ombre de lui-même : il n'y a plus de mineurs de fer en activité et on dénombre 4 000 sidérurgistes. La désindustrialisation l'a touché de plein fouet.

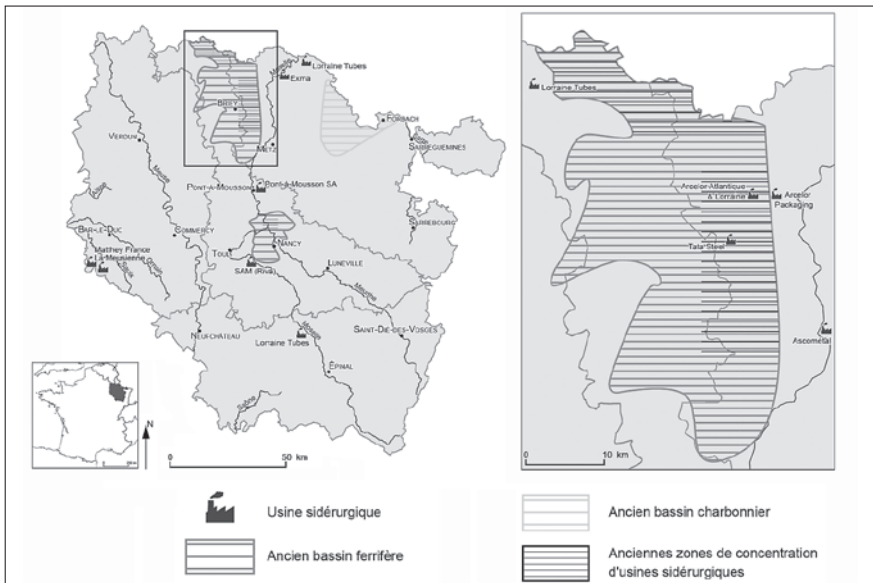


Fig. 2. La Lorraine du fer en 2013 : une industrie sidérurgique performante mais résiduelle dans une région désindustrialisée

5. P. Raggi, *La désindustrialisation de la Lorraine du fer*, op. cit., p. 54.

POSITIONNEMENT HISTORIOGRAPHIQUE ET SOURCES

Historiographie

J'ai désiré centrer mes travaux de recherche historique sur le cœur du processus de désindustrialisation : la disparition de tout un ensemble de métiers qui étaient les fondations de ce monde perdu. Les difficultés vécues par les mineurs de fer et les sidérurgistes m'ont entraîné à réaliser la description d'une période historique en l'axant sur l'évolution des métiers miniers et sidérurgiques en tant qu'éléments d'une centralité du travail mise à mal par la désindustrialisation. En somme, j'ai voulu faire une étude historique du cœur du réacteur de la désindustrialisation, car ce sont surtout les conséquences de ce processus qui sont désormais bien connues. Des travaux en sciences humaines aussi différents que ceux des sociologues Jean-Luc Deshayes, Stéphane Beaud et Michel Pialoux, du géographe Christophe Guilluy ou de l'historienne Marion Fontaine ont pointé finement les caractéristiques du Nouveau Monde ouvrier issu de la désindustrialisation⁶. Pour les industries sidérurgiques et minières, j'ai donc pensé qu'il serait intéressant de situer mon étude historique à l'origine de ce délitement.

Pour ce faire et afin de ne pas me disperser, tout autant, peut-être, que par empathie pour ces « Hommes du fer » que j'avais côtoyés enfant lorsqu'ils étaient encore nombreux (et que je fréquente notamment et désormais au sein d'associations de défense du patrimoine industriel), j'ai choisi d'évoquer prioritairement les ouvriers. C'est dans une perspective d'histoire industrielle et sociale que j'ai donc voulu inscrire mes travaux de recherche.

Afin de réaliser une étude approfondie sur la fin de la centralité du travail minier et sidérurgique dans un ancien bastion industriel transfrontalier de l'Est de la France, prolongement de mes recherches passées⁷, j'ai utilisé les éléments conceptuels qui étaient à ma disposition car d'autres historiens m'ont précédé sur le terrain de l'étude de la désindustrialisation. Dans les années 1970, les chercheurs du monde universitaire anglo-saxon ont ainsi été des pionniers dans ce domaine : Barry Bluestone et Bennett

6. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 2001; Jean-Luc Deshayes, *La conversion territoriale. Longwy (1978-2010). Le salariat entre paternalisme et mondialisation*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2010; Marion Fontaine, *Fin d'un monde ouvrier : Liévin, 1974*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014; Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2015.

7. Pascal Raggi, *Les mineurs de fer au travail*, Metz, Éditions Serpenoise, 2007.

Harrison⁸ d'abord, puis d'autres après eux, notamment à la faveur d'une sorte de retour en grâce de l'étude historique et sociale de la désindustrialisation au début du XXI^e siècle⁹. Les combats de la classe ouvrière américaine des années 1970 pour préserver ses emplois et son mode de vie ont aussi été mis en évidence¹⁰.

En France, c'est en 1963 que le terme de désindustrialisation fait son apparition académique dans un ouvrage du géographe Raymond Dugrand¹¹. Dans les décennies suivantes, les historiens français étudient prioritairement les reconversions ou les mutations économiques. Il faut attendre le célèbre livre d'Élie Cohen, *L'État brancardier. Politiques du déclin industriel (1974-1984)*, pour que des historiens français se consacrent à la désindustrialisation en tant que telle ; les pionniers se nomment Michel Hau, Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf¹² tandis que des rapports gouvernementaux permettent également de connaître l'ampleur de la désindustrialisation sur le territoire¹³.

Fort des connaissances issues des lectures de ces pionniers anglo-saxons et français, je me suis lancé dans l'étude de la désindustrialisation de cette Lorraine du fer, celle-ci étant d'ailleurs l'emblème d'un ensemble plus vaste dont les éléments dispersés du Nord-Est des États-Unis au Sud-Est du Canada, en passant par le Nord de l'Angleterre, le Sud du Pays de Galles, le Nord de l'Italie et le cœur de tous les ex-bassins industriels

8. Barry Bluestone, Bennett Harrison, *The Deindustrialization of America. Plants Closings, Community Abandonment and the Dismantling of Basic Industry*, New York, Basic Books, 1982. Pour le Royaume-Uni, voir Frank Blackaby (dir.), *De-industrialisation*, Londres, Heinemann, 1979 et Stephen Bazen, Anthony Thirlwall, *Deindustrialization*, Londres, Heinemann, 1989. Les spécialistes américains ont aussi étudié la désindustrialisation française en précurseurs. Voir Christopher Johnson, *Life and death of industrial Languedoc, 1700-1920*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1995 ; Donald Reid, *The Miners of Decazeville : A Genealogy of Deindustrialization*, Cambridge, Harvard University Press, 1986.

9. Jefferson Cowie, Joseph Heathcott, *Beyond the Ruins. The Meanings of Deindustrialization*, Ithaca, Cornell University Press, 2003 ; Steven High, *Industrial Sunset. The Making of North America's Rust Belt 1969-1984*, Toronto, University of Toronto Press, 2003 ; Steven High, *Corporate Wasteland : The Landscape and Memory of Deindustrialization*, New York, Cornell University Press, 2007.

10. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive. The 1970s and the Last Days of the Working Class*, New-York, The New Press, 2010.

11. Raymond Dugrand, *Villes et campagnes en Bas-Languedoc*, Paris, PUF, 1963.

12. Élie Cohen, *L'État brancardier. Politiques du déclin industriel (1974-1984)*, Paris, Calmann-Lévy, 1989 ; Michel Hau (dir.), *De-industrialisation in Europe 19th-20th centuries, Proceedings Twelfth International Economic History Congress Madrid August 1998*, Université de Séville, Fundación fomento de la historia económica, 1998 ; Pierre Lamard, Nicolas Stoskopf, *1974-1984. Une décennie de désindustrialisation ?*, Paris, Picard, 2009.

13. Martial Bourquin, Alain Chatillon, *Réindustrialisons nos territoires* [rapport d'information du Sénat], 2011 ; Lilas Demmou, «La désindustrialisation en France», *Les cahiers de la DGPE*, 1 (2010) ; Lionel Fontagné, Jean-Hervé Lorenzi, *Désindustrialisation, délocalisations*, Paris, La documentation française, 2005.

européens sont unis par l'*Industrial structure of feeling* : une culture et une identité industrielles¹⁴.

En évoquant sa fin, j'ai aussi voulu étudier une partie des fondements de cette culture du travail, en tout cas, ses racines les plus contemporaines et les plus intrinsèquement liées au monde industriel. Pierre Musso, dans un livre récent, évoque l'industrie en tant que vision du monde dépassant le simple phénomène historique et situe la matrice de la société industrielle dans les temps chrétiens médiévaux¹⁵. On comprend que la perte des repères et des valeurs liées à l'industrie a été difficile pour les populations des bassins industriels si l'on ajoute à un phénomène séculaire un autre d'extension millénaire!

Sources

Toutes les sources archivistiques liées au redéploiement industriel en Meurthe-et-Moselle et en Moselle sont conservées aux Archives Départementales de la Moselle. En effet, les fonds relatifs à celui-ci couvrent sa période de mise en œuvre – à partir de 1984 – et des éléments antérieurs car les Archives Départementales de la Moselle conservent, outre les fonds à proprement parler départementaux, les archives de la Région Lorraine (créée en 1960). Aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, des fonds concernent plus particulièrement la reconversion des territoires ex-industriels. J'ai aussi utilisé les informations que j'ai trouvées dans différents centres d'archives publiques et privées, dont l'Espace Archives Arcelor-Mittal de Florange.

En complément des archives, des revues et des périodiques, les rapports officiels m'ont été très utiles en tant que sources de première main pour avoir des données sur le délitement industriel régional et national mais aussi pour se faire une idée de la façon dont celui-ci est perçu par les pouvoirs publics à différentes époques. L'exploitation de témoignages oraux a aussi été fondamentale pour la compréhension de l'univers industriel de la Lorraine du fer : ceux réalisés au début et pendant la période de la désindustrialisation la plus forte, comme ceux que j'ai moi-même enregistrés¹⁶.

Le recours à une bibliographie centrée sur l'histoire économique, industrielle et sociale a également été une bonne aide pour mes recherches. Au-delà

14. David Byrne, « Industrial Culture in a Post-Industrial World : The Case of the North-East of England », *City*, 6-3 (2002), p. 279-289.

15. Pierre Musso, *La religion industrielle : monastère, manufacture, usine. Une généalogie de l'entreprise*, Paris, Fayard, 2017.

16. Dont ceux publiés dans les deux derniers des 4 tomes de *L'Homme du fer. Mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains* de Serge Bonnet et les interviews que j'ai réalisées lors des campagnes d'enregistrement suivantes : en 2001, 2006, 2008-2009, 2011-2013 et de 2015 à 2017.

de l'histoire, des éléments de réflexion puisés chez des anthropologues, des économistes, des géographes, des sociologues et même des romanciers – je pense ici au Prix Goncourt 2018¹⁷ – m'ont également rendu de grands services pour élaborer mon travail centré sur un processus de disparition.

LA FERMETURE DES MINES DE FER ET LA CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ SIDÉRURGIQUE

La fermeture des mines de fer (1963-1997)

Dès les années 1960, les mineurs de fer de Lorraine forment un groupe socio-professionnel en perte de vitesse. La diminution de leurs effectifs anticipe celle de l'ensemble de la population ouvrière française. La grande grève des mineurs de Trieux (Meurthe-et-Moselle) de 1963, avec occupation du fond des galeries pour protester contre des licenciements¹⁸, inaugure alors le cycle de fermetures que même le grand mouvement social de 1967 – le «Mai 68» des mineurs de fer et des sidérurgistes lorrains¹⁹ – ne peut entraver.

Cependant, des années 1960 à la fin de l'exploitation, la proportion de mineurs de fer affectés à l'abattage s'est stabilisée autour d'environ un tiers des effectifs. Même les fortes diminutions de personnel ne modifient pas cette répartition liée à la mécanisation intégrale²⁰. La proportion de «gueules jaunes» au bloc paraît incompressible, d'autant plus que les tests relatifs à l'utilisation de mineurs continus, et donc l'éventualité d'un remplacement du personnel d'abattage par des tunneliers géants – ces mêmes mineurs continus –, ne sont concluants que sous certaines conditions géologiques. Surtout, la réduction des coûts d'exploitation engagée dans le cadre du plan professionnel de 1975 limite les possibilités de développement de nouvelles innovations et nécessite des recrutements très sporadiques tandis que la promotion interne est rendue plus difficile. En effet, malgré une diminution des effectifs importante et continue, les patrons des mines de fer ont encore besoin de main-d'œuvre qualifiée pour assurer l'exploitation.

17. Nicolas Mathieu, *Leurs enfants après eux*, Arles, Actes Sud, 2018.

18. P. Raggi, *Les mineurs de fer au travail*, op. cit., p. 36-37.

19. Gilles Nezosi, *La fin de l'homme du fer. Syndicalisme et crise de la sidérurgie*, Paris, L'Harmattan, 1999.

20. Généralisation de l'emploi d'engins mécaniques de toutes sortes en association avec de nouvelles méthodes et pratiques d'exploitation afin de permettre une amélioration du rendement dans les meilleures conditions de sécurité possible.

Au début des années 1990, en France, après les fermetures des sites de Segré (Loire-Atlantique) en 1985, de Batère (Pyrénées-Orientales) en 1987 et de Soumont (Calvados) en 1989, il ne reste plus en activité que deux regroupements de mines lorraines. Au sein de Lormines²¹ et de l'ARBED²², environ un millier de travailleurs (ETAM²³, ingénieurs et mineurs) se dirigent vers la sortie d'activité. Celle-ci est effective en 1997, lorsque l'ARBED cesse de consommer du minerai phosphoreux avec l'arrêt du dernier haut-fourneau luxembourgeois situé à Esch-Belval, après que Lormines a fermé Moyeuvre-Roncourt en 1993. Les quelques dizaines de « gueules jaunes » qui travaillent encore jusqu'au début du XXI^e siècle, sont alors les derniers protagonistes d'une activité qui a pourtant su se moderniser jusqu'à sa disparition comme le prouvent les évolutions techniques développées sur les carreaux et dans les galeries.

Les mutations des techniques et des métiers miniers

Des années 1960 jusqu'aux années 1990, il convient de distinguer trois périodes pour les équipements en engins mécaniques dans les mines de fer. Dans les années 1960, la dotation principale est celle en chargeuses Joy associées à des camions navettes électriques puis diesel-électriques. Ensuite, ces derniers évoluent en capacités de contenance de façon à améliorer ce système jusqu'au début des années 1970. Dix ans plus tard, les Joy ont totalement disparu. Elles ont été supplantées par les chargeuses-transporteuses. Utilisées dès les années 1960 mais généralisées à partir du milieu de la décennie suivante pour augmenter les rendements tout en supprimant les ruptures de charge entre chargement et transport dans les galeries *trackless*²⁴, elles accompagneront les fermetures de puits jusqu'à la fin de l'exploitation de la minette. Au début des années 1980, cette évolution terminale a été envisagée comme un stade de développement technique quasi indépassable, le modèle à suivre pour les mines souterraines étant alors celui des mines à ciel ouvert où œuvrent des camions transporteurs géants. D'ailleurs, les équipementiers spécialisés dans les engins à utiliser sous terre se sont adaptés à la demande en proposant leurs propres modèles de chargeurs-transporteurs de grande capacité en concurrence avec les marques d'engins de carrière et de chantiers.

21. Lormines, créée en 1977, filiale à 100% de SACILOR (Société des aciéries de Lorraine, sous sa troisième version entrepreneuriale de 1973), regroupe trois mines de Meurthe-et-Moselle, quatre de Moselle et a aussi des participations dans des sociétés minières régionales.

22. L'ARBED (Aciéries Réunies de Burbach Eich Dudelange) est alors la grande entreprise sidérurgique luxembourgeoise.

23. Employés Techniciens Agents de Maîtrise.

24. C'est-à-dire des galeries avec pistes carrossables et sans voies ferrées.

L'évolution du nombre et du type d'engins dans les mines de fer prouve aussi l'existence de transformations de l'expérience individuelle et collective du travail qui ne se limitent pas à une amélioration de moyens mécaniques. En effet, à partir du milieu des années 1970, aux côtés de l'utilisation des chargeuses-transporteuses, l'emploi de toute une panoplie d'engins destinés à faciliter non seulement le travail, mais aussi ses à-côtés se développe. Pour le boulonnage et la foration, les boulonneurs et les foreurs ont désormais à leur disposition uniquement des jumbos. Après 1974, il n'y a plus de perforatrices pour forer les trous destinés aux boulons ou aux charges de tir. Ensuite, des engins de tir permettent de convoyer facilement tous les dispositifs servant à la mise en place puis au déclenchement des charges explosives. Globalement, la généralisation des déplacements des hommes en véhicules motorisés sur pneus procure davantage de rapidité, de souplesse et même de sécurité aux transports par la diminution du nombre de situations de proximité entre travailleurs à pied et machines. Dans le domaine de l'accroissement du niveau de protection vis-à-vis des risques miniers, la généralisation des machines à purger permet également de transformer les opérations de sondage-purgeage des parois des galeries, même si les mineurs peuvent encore vérifier certains secteurs à la barre à mine.

À la fin des années 1970 et au début de la décennie suivante, les fermetures de puits, la diminution des effectifs et la poursuite de la modernisation de l'exploitation aboutissent à un renforcement de la mécanisation car les engins utilisables par les mineurs sont plus nombreux. Dans les années 1980-1990, tandis que les mines de fer de Lorraine continuent de fermer, les effectifs de mineurs se réduisent fortement, mais les « gueules jaunes » battent des records de productivité : en 1980, le rendement à l'abatage par homme et par poste est de plus de 147 tonnes, douze ans plus tard, il atteint près de 210 tonnes²⁵. En somme, le chant du cygne des mines de fer de Lorraine a été le temps d'une amélioration sans précédent des *process* de travail, évolution que l'on retrouve dans la sidérurgie qui, même si elle n'a pas disparu, a considérablement diminué son emprise territoriale et son importance économique en Lorraine sur la même période.

25. P. Raggi, *La désindustrialisation de la Lorraine du fer*, op. cit., p. 403-404.

La contraction de l'activité sidérurgique²⁶

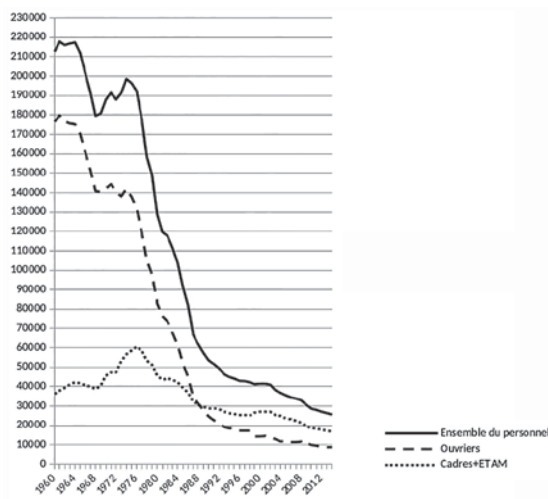


Fig. 3. Les effectifs de la sidérurgie française (1960-2014)²⁷

Période et caractéristique majeure	TAMV = $(n\sqrt{\frac{\text{valeur finale}}{\text{valeur initiale}}}-1) \times 100$
	Ensemble du personnel
1963–1973 : baisse des effectifs par modernisation	-1,2 % par an
1974–1984 : crise de la sidérurgie européenne	-6,3 % par an
1985–2000 : fin de la « crise manifeste »	-5,1 % par an
2000–2008 : boom chinois	-2,8 % par an
2008–2013 : conséquences de la crise de 2008	-4,4 % par an

Tableau 1. Taux annuel de diminution du personnel de la sidérurgie et de ses activités annexes en France (1963-2013)²⁸

La figure 3 et le tableau 1 mettent en évidence la baisse du nombre de salariés de la sidérurgie en France de 1960 à 2014. La période 1963-1973 correspond à une baisse de plus d'un cinquième des effectifs : ceux-ci passent de 216 863 à 191 317 ETAM, ingénieurs et ouvriers tandis que le taux de

26. Je synthétise ici certains éléments liés aux transformations historiques de la sidérurgie française et lorraine pour la période 1963-2013. Pour davantage de précisions, notamment sur les rythmes de diminution des effectifs et sur les changements dans la structure des effectifs (niveaux de qualification, pourcentages de travailleurs immigrés, etc.), voir P. Raggi, *La désindustrialisation de la Lorraine du fer*, op. cit.

27. *Ibid.*, p. 70.

28. *Ibid.* Le TAMV est le taux annuel moyen de variation.

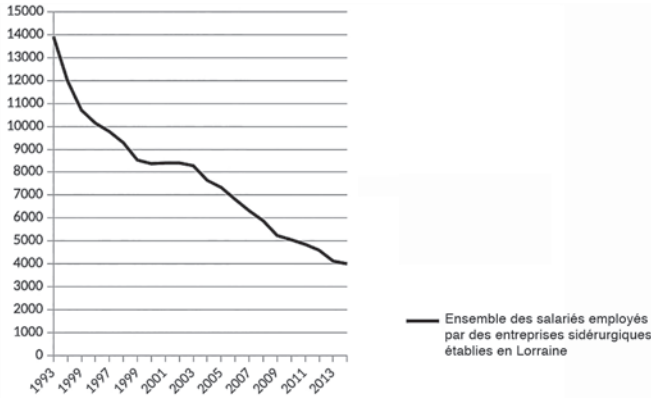


Fig. 4. Évolution du nombre de salariés (cadres, ETAM et ouvriers) dans la sidérurgie lorraine (1993-2014)²⁹

diminution annuel est de -1,2 %. À la fin des années 1960, la convention État-Sidérurgie de 1966 n'entraîne donc pas la diminution rapide du nombre d'emplois dans la sidérurgie comme les premières formes de modernisation avaient pu le faire pour la première moitié de la décennie. Toutefois, la Lorraine n'est pas alors la région la plus dynamique. En effet, l'importance de l'Est dans la sidérurgie française diminue consécutivement au développement des sites de production « sur l'eau » de Dunkerque et Fos-sur-Mer.

De 1974 à 1985, alors que la crise de la sidérurgie européenne entraîne des fermetures de sites et la disparition de milliers d'emplois, sur le plan social, et par le nombre de personnes participant aux manifestations et aux actions syndicales « coup de poing », les luttes de 1979 et 1984 sont les derniers grands sursauts des « Hommes du fer »³⁰. Dans le cadre de cette évolution, le recul de la proportion d'ouvriers dans les effectifs amorcé par la modernisation des années 1960 s'accélère. À partir de 1989, les cadres, les ETAM et les ingénieurs deviennent même plus nombreux que les ouvriers dans la sidérurgie française.

Dans les années 1990, la baisse globale des effectifs se poursuit en France et en Lorraine. En 1998, il ne reste plus qu'environ 9 800 sidérurgistes pour tout l'Est dont les effectifs sont essentiellement lorrains³¹. En 2014, il

29. *Ibid.*, p. 79.

30. Pascal Raggi, « Le plan acier de 1984 et la crise de la sidérurgie en Lorraine », in G. Richard, S. Ollitrault (dir.), *1984-1988 : les années d'alternance vues des régions*, Rennes, PUR, 2018, p. 251-262 ; Pierre Toussenet, « Coups de poing et symboles de Pompey à Florange. Les commandos militants de la CFDT dans la sidérurgie lorraine des années 1980 aux années 2000 », in F. Audigier, P. Raggi (dir.), *Les syndicats face à la violence militante des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve, 2018, p. 113-131 ; Xavier Vigna, « Les ouvriers de Denain et de Longwy face aux licenciements (1978-1979) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 84 (2004/4), p. 129-137.

31. P. Raggi, *La désindustrialisation de la Lorraine du fer*, op. cit., p. 80 et p. 391.

y a environ 4 000 salariés dans la sidérurgie lorraine. Les plans de restructuration et les fermetures de sites emblématiques, comme Gandrange et les hauts-fourneaux d'Hayange ont fait connaître ce processus au grand public. Et s'il correspond à une mutation macroéconomique, il est aussi la conséquence de la modernisation des activités sidérurgiques.

Les évolutions des métiers et des techniques sidérurgiques

En France, comme en Lorraine, il existe 4 phases historiques pour l'embauche des sidérurgistes des années 1960 jusqu'au début du XXI^e siècle. Jusqu'en 1975 environ, l'embauche régulière de nouveaux personnels en CDI continue dans le cadre du plan de restructuration de 1966 (1^{re} phase). Pendant la grande crise de la sidérurgie européenne, la forte baisse globale des effectifs s'accompagne de recrutements ciblés (2^e phase). Ces derniers existent encore dans les années 1980-1990, années pendant lesquelles la part d'intérimaires progresse (3^e phase). Enfin, jusqu'au début du XXI^e siècle, cette tendance au recrutement s'affirme tandis que le nombre de sous-traitants augmente dans les usines; conjointement, l'intérim devient fondamental pour leur bon fonctionnement tandis que l'embauche en CDI se raréfie (4^e phase). Les personnels en CDI, les intérimaires et les sous-traitants qui travaillent ensemble symbolisent une forme de fragmentation de l'emploi industriel qui ne favorise pas forcément les solidarités entre les travailleurs. Même si dans la sidérurgie, où la rationalité technique du travail unit fortement les personnels, l'intérim n'a pas forcément les traits classiques du travail intérimaire³², il n'empêche que l'unité du groupe des sidérurgistes n'existe plus comme dans les années 1950-1970.

Quant aux métiers eux-mêmes, ils se modifient profondément. Le métier d'aciériste, comme celui de haut-fourviste, ou les professions exercées aux laminoirs ont profondément changé³³. Néanmoins, la pratique professionnelle du sidérurgiste, si elle devient moins pénible, ne se résume pas à une simplification de ses tâches qui ferait que «grâce aux progrès de l'automatisme, les opérations qui lui sont confiées, physiques mais aussi mentales, deviennent de plus en plus faciles, s'amenuisent, se rapprochent de l'idéal

32. Comme dans l'industrie automobile, par exemple chez Peugeot à la fin des années 1980 : «Pour les anciens, les intérimaires étaient ces jeunes, anonymes, qui "débarquaient un beau matin" dans l'atelier et que "le chef" conduisait directement sur leur poste de travail. Ils n'étaient pas présentés et restaient souvent si peu de temps que les ouvriers du secteur ne les connaissaient pas; s'ils restaient, il y avait peu d'échanges avec les vieux ouvriers de leur secteur, comme si chacun entendait rester sur ses gardes, dans une sorte de méfiance mutuelle», cité dans Stéphane Beaud, Michel Pialoux, «Permanents et temporaires», in P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 502-503.

33. P. Raggi, *La désindustrialisation de la Lorraine du fer*, op. cit., p. 159-183.

“presse-bouton” »³⁴. Même si de nombreux dispositifs lui facilitent la tâche, la rationalité technique du travail l’unit fortement à ses collègues dans le cadre d’une activité complexe dont il se sent l’un des maillons importants. Pour paraphraser le philosophe Bernard Stiegler, pour les travailleurs des aciéries et des hauts-fourneaux, il n’y a pas eu de remplacement des métiers par des emplois car le contenu de ce type de travail industriel est resté lié à un processus de création³⁵. Et tandis que des opérations pénibles et/ou répétitives disparaissent, les sidérurgistes poursuivent leur travail dans les usines berceaux du monde industriel. Le développement de nouvelles compétences professionnelles leur permet notamment de participer à l’élaboration de matériaux sidérurgiques adaptés aux besoins de leurs utilisateurs : industriels comme consommateurs³⁶. Cette évolution se déroule dans la cadre d’une formidable évolution de la productivité. Ainsi, la production *per capita* est de 688 t/an/employé en 2013 alors qu’elle était inférieure à 200 t/an/employé en 1971. Pourtant, cette évolution positive n’est pas forcément mise au crédit d’une industrie sidérurgique qui a beaucoup perdu d’emplois, suscitant par là même l’intervention de l’État dans le processus de désindustrialisation.



Fig. 5. La production sidérurgique française per capita en tonnes d’acier brut produites en une année par chaque employé de la sidérurgie (1971-2013)³⁷

34. Georges Friedmann, *Le Travail en miettes*, Paris, Gallimard, 2^e édition, 1964, p. 267.

35. Bernard Stiegler, *La société automatique. 1 L’avenir du travail*, Paris, Fayard, 2015, p. 307.

36. Les transformations des processus de production et la création de nouveaux matériaux comme les aciers spéciaux montrent que l’industrie sidérurgique reste bien présente dans la course à l’innovation. Voir P. Raggi, *La désindustrialisation de la Lorraine du fer*, op. cit., p. 159-183.

37. *Ibid.*, p. 125.

L'ÉTAT FACE À LA DÉSINDUSTRIALISATION

CGPS et CFC

Des dispositifs sociaux ont permis d'accompagner socialement les sidérurgistes qui ont perdu leurs emplois. Le plus connu d'entre eux est la Convention Générale de Protection Sociale. Signée le 24 juillet 1979 par tous les syndicats à l'exception de la CGT³⁸, elle permet, notamment, des départs en préretraite : à 50 ans avec 79 % du salaire ou avec 70 % de celui-ci pour une retraite anticipée à 55 ans (avec un salaire plancher de 2 590 francs par mois). Elle donne aussi la possibilité de toucher des primes en cas de départ volontaire. Elle est établie dans le cadre du plan Barre de 1978-1979 et ses dispositifs sont reconduits sous différentes moutures jusqu'à son expiration le 31 décembre 1990 avec le retour à 60 ans de l'âge légal de la retraite pour les sidérurgistes. À partir de 1984, la CGPS a même été accompagnée du Congé de Formation Conversion qui devait permettre aux personnes de moins de 45 ans de quitter la sidérurgie tout en se formant à un autre métier. Le développement limité de l'emploi en Lorraine dans les années 1980-1990 a entravé l'efficacité de ce dispositif. Cependant, la CGPS comme le CFC ont participé à différentes phases de l'intervention des pouvoirs publics régionaux et nationaux dont une typologie peut être dressée pour la période allant des années 1960 à 2013.

Typologie de l'intervention des pouvoirs publics

Premièrement, l'inquiétude des pouvoirs publics vis-à-vis du devenir des activités minières et sidérurgiques régionales prend la forme de rapports commandés à des experts qui étudient soit le manque d'investissement soit la fragilité économique de tel ou tel secteur de production (par exemple les mines de fer ou les hauts-fourneaux) ou un segment particulier de cette même production (comme les mines de fer marchandes ou la filière «à chaud» de la production d'acier). Ensuite, l'État peut faire élaborer une planification de la gestion des problèmes des industries ciblées, conjointement ou non à l'existence d'autres plans eux-mêmes inadaptés à la gravité économique et sociale de la situation³⁹. L'application des mesures décidées dans les plans de circonstances ou de prévision a des conséquences à moyen et long termes qui vont au-delà de son impact de court terme. Par exemple, la disparition du travail minier et la forte diminution de

38. La CGT la signe en 1983.

39. Pour les réflexions sur les différentes formes prises par l'intervention de l'État, plans quinquennaux ou exceptionnels, voir P. Raggi, *La désindustrialisation de la Lorraine du fer*, op. cit., p. 261-356.

l'emploi sidérurgique en Lorraine sont deux événements constitutifs d'un changement de monde productif aux conséquences économiques et sociales majeures dont les répercussions culturelles et politiques s'étalent de façon complexe dans le temps. Il ne s'agit donc pas uniquement d'une transformation du marché régional de l'emploi où des activités professionnelles interchangeables disparaîtraient au profit de nouveaux métiers tout aussi peu enracinés que ceux qu'ils remplacent. Ce faisant, si les effets destructeurs de la désindustrialisation ont pu être compensés socialement par des mesures prises par les pouvoirs publics, à partir de la privatisation de la sidérurgie française en 1995, cette industrie est de moins en moins prise en compte par l'État et ses services. Il faut attendre les difficultés d'Arcelor-Mittal en 2012-2013 pour qu'il existe des rapports officiels sur une stratégie industrielle d'État, et même européenne post-CECA, à mettre en place pour les entreprises sidérurgiques privées.

Après avoir été l'emblème d'une forme d'industrialisation issue du développement des systèmes techniques des XIX^e et XX^e siècles, la Lorraine du fer est devenue une région symbole de la désindustrialisation. La disparition de l'exploitation souterraine du minerai de fer, la forte contraction des effectifs de la sidérurgie, les fermetures de sites industriels et le rétrécissement de l'emprise territoriale des usines ont donné cette image à un espace dont l'activité économique repose désormais sur le secteur tertiaire⁴⁰. D'autres activités industrielles du territoire lorrain ont connu les mêmes trajectoires que celles pratiquées par les « Hommes du fer ». Ainsi, l'exploitation du charbon a cessé en 2004⁴¹ et le textile vosgien a fortement réduit ses effectifs. Cependant, de nombreux descendants des travailleurs des mines et des usines, comme les hommes et les femmes qui continuent d'œuvrer dans les derniers avatars des entreprises industrielles du territoire lorrain, partagent encore une culture et une identité façonnées par la grande industrie.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Barry Bluestone, Bennett Harrison, *The Deindustrialization of America. Plants Closings, Community Abandonment and the Dismantling of Basic Industry*, New York, Basic Books, 1982.

40. INSEE, « L'emploi en Lorraine : tertiarisation par désindustrialisation, forte poussée des femmes et des seniors », *Économie Lorraine*, 207 (février 2010).

41. Le dernier puits des Houillères du Bassin de Lorraine, le site de La Houve à Creutzwald (Moselle) ferme en avril 2004.

- Serge Bonnet, *L'Homme du fer. Mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains*, Nancy/Metz, Presses Universitaires de Nancy/Éditions Serpenoise, 1984-1987.
- Jefferson Cowie, Joseph Heathcott, *Beyond the Ruins. The Meanings of Deindustrialization*, Ithaca, Cornell University Press, 2003.
- Jean-Luc Deshayes, *La conversion territoriale. Longwy (1978-2010). Le salariat entre paternalisme et mondialisation*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2010.
- Michel Hau (dir.), *De-industrialisation in Europe 19th-20th centuries, Proceedings Twelfth International Economic History Congress Madrid August 1998*, Université de Séville, Fundación fomento de la historia económica, 1998.
- Steven High, *Industrial Sunset. The Making of North America's Rust Belt 1969-1984*, Toronto, University of Toronto Press, 2003.
- Pierre Lamard, Nicolas Stoskopf, 1974-1984. *Une décennie de désindustrialisation ?*, Paris, Picard, 2009.
- Gilles Nezosi, *La fin de l'homme du fer. Syndicalisme et crise de la sidérurgie*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1986.
- Pascal Raggi, *La désindustrialisation de la Lorraine du fer*, Paris, Classiques Garnier, 2019.